

<http://ugtg.org/spip.php?article46>



APPEL AUX JEUNES, AUX TRAVAILLEURS, AU PEUPLE
GWADLOUPÉYEN

Vivre digne ou mourrir

- Expressions - Déclarations -



Date de mise en ligne lundi 31 décembre 2001

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

En 1794, nos ancêtres esclaves noirs contraints au travail sous le fouet connaissent une première abolition de l'esclavage. En 1802, 8 ans après, Napoléon Bonaparte, pour satisfaire les grands propriétaires, rétablissait l'esclavage par la force militaire. Il nous est resté cette très célèbre phrase de DELGRÈS et de ses compagnons « vivre libre ou mourir ». Ils se sont battus jusqu'au bout pour préserver la dignité de l'Homme.

200 ans après, des Hommes et des Femmes se battent toujours pour que d'autres femmes et d'autres hommes, des travailleurs, fils d'esclaves pour la plupart, gagnent en dignité.

Aujourd'hui les nouveaux « enferrés » sont nos jeunes acculés au chômage ayant comme issue l'expatriation ou pire la drogue, l'alcool, la rue en un mot la déchéance.

Le combat des salariés de la fonction publique, pour que l'application des 35 heures soit créatrice d'emplois pour nos jeunes est noble. En cela la lutte des travailleurs de l'ANPE, de la CGSS, de la santé, d'EDF est juste.

Le combat des jeunes de KFC réclamant au patron des patrons, M. Patrick VIAL-COLLET, un contrat de travail pour tout salarié à temps partiel comme l'exige la loi, de même que le paiement des arriérés de salaires générés par la non-application de l'article 24 de l'avenant du 13 nov 1998 de la Convention Collective de la restauration rapide est louable. Pèyé yo kòtòk ! é gadé sé jou grèv la.

Le combat des CEC de Pointe-Noire et d'autres communes afin de bénéficier d'un emploi à durée indéterminée est légitime. Jeunes pour la plupart ils signifient qu'ils ne veulent plus être otages et clientèle électorale des chefs d'édilité. Chaque changement de maire équivaut pour eux au retour au chômage si ce n'est à la rue.

200 ans après la lutte de DELGRÈS et d'IGNACE, de nouveaux PELAGE ou BONIFACE, pour des miettes de pouvoir, pour avoir les mains libres afin de perpétuer, en toute impunité, détournements de fonds et corruption, pactisent avec le gouvernement français fossoyeur de l'homme Gwadeloupéen. Ils ont monté un complot avec le patronat et le représentant de l'État français, Jean-François CARENCO afin de ne pas appliquer les textes réglementaires et les verdicts de leurs tribunaux, de ne pas respecter leur signature ni les acquis des travailleurs.

Ils ont décidé d'interdire purement et simplement tout piquet de grève, opposant aux grévistes ces mêmes gendarmes qui il n'y a pas un mois, passant outre leur interdiction de manifester obtenaient une augmentation de salaire de 1000 F

200 ans après 1802, cette situation est là pour nous rappeler, à nous Gwadeloupéens fils d'esclaves en majorité, que la lutte d'IGNACE et de DELGRÈS reste inachevée.

- Pour mettre fin au génocide de notre peuple
- Pour continuer notre lutte pour la liberté d'expression, la liberté syndicale en particulier
- Pour arrêter la déchéance imposée à la jeunesse

- Pour nous réapproprier notre histoire à ce jour occultée
- Pour construire avec notre jeunesse, notre pays

**Nous appelons le peuple Gwadeloupéen,
travayè, nonm, fanm, jenn, chomè, rètrété
à ne pas faire de l'année 2002 une année de lamentation,
d'adoration béate de nos idoles.**

**Plis ki flè, sa yo bizwen sé kè nou chouké si sa yo fè,
pou kontinyé konba la. Vivre digne ou mourir, nou ké
kontinyé lité !!**

31 décembre 01
Conseil Syndical UGTG